

Comptes rendus d'ouvrages

Leila TEMIME BLILI : *Sous le toit de l'Empire, la Régence de Tunis 1535 – 1666, Genèse d'une province ottomane au Maghreb*, Tunis, éditions Script, 2012, 365 p.

Le livre de Dr. Blili, par son texte souvent descriptif et narratif, ses chapitres assez courts et divisés en sections, et par l'emploi d'une transcription simple pour les mots arabes, révèle le souci de l'auteure d'atteindre, au-delà du noyau académique visé par toute recherche, le commun des lecteurs. Ambition louable, et il existe, dans la littérature historique, des exemples réussis d'ouvrages qui s'adressent au large public afin de l'engager dans une réflexion sur l'histoire de la société à laquelle il appartient (ou de toute autre société), et qui allient la simplicité du texte à la rigueur de la méthode. Le sujet d'étude de Dr. Blili, comme elle l'indique dans l'introduction de l'ouvrage, est celui de la formation sociale et territoriale de l'entité tunisienne à l'aube des temps modernes, et porte sur une période couvrant la plus grande partie du seizième siècle et la première moitié du dix-septième. Cette analyse a pour corollaire, direct ou implicite, l'évaluation de la présence et de l'influence de l'empire ottoman, qui étendit sa domination sur le Maghreb central et oriental durant cette période - thème qui, jusqu'à assez récemment, n'a bénéficié que d'une attention superficielle dans l'historiographie de la Tunisie ottomane -, mais qui est mis en exergue dans le titre de l'ouvrage de Dr. Blili (« Sous le toit de l'empire ») ainsi que dans celui des deux parties le composant : « Aux marches de l'empire » et « Dans le giron de l'empire ». On notera quand même, en passant, le décalage entre ce dernier titre et celui de l'ensemble de l'ouvrage - décalage qui restera inexpliqué, y compris jusqu'au chapitre de conclusion, où l'auteure précise que la province tunisienne, dès sa création, allait se blottir dans le giron de l'empire pour les trois siècles à venir, avant d'affirmer, dans la toute dernière phrase : « Pour l'instant, c'est le toit de l'empire qui rassemble ce monde éclaté ».

La première partie de l'ouvrage débute par deux chapitres introductifs à l>Ifriqiya musulmane, considérée, dans le premier, du point de vue de la géostratégie méditerranéenne de la fin du quinzième siècle et, pour le deuxième, du point de vue de son évolution historique depuis le onzième siècle. Dans ce dernier chapitre, l'auteure se réfère à Braudel, Berque (sur l'exode hilalien), Brunschvig (sur les Hafsides), et même, au détour d'une phrase, Gauthier et ses « siècles obscurs », sans qu'il soit fait la

moindre mention des études plus récentes écrites sur cette période par des historiens tunisiens. Le reste de cette partie s'étale sur une centaine de pages divisée en six chapitres traitant des évènements dont cette région fut le théâtre à partir du début du seizième siècle et jusqu'à 1569 ; la violence des événements allait fatallement happer l'empire hafside agonisant, replié sur Tunis et des territoires de plus en plus rétrécis. Ces décennies furent marquées par la montée en puissance des corsaires affiliés au camp ottoman dans le conflit naval opposant ce dernier à l'empire espagnol : les frères Barberousse, originaires de l'île de Chios, opérant à partir d'Alger, dont ils furent maîtres en 1516, et le corsaire Dragut qui suivit leur exemple sur le littoral sud-est du Maghreb.

Dans cette partie de l'ouvrage, et en particulier dans ce que l'on pourrait appeler « les chapitres algériens », l'auteure, partant d'une conception du territoire « comme (étant une) entité non pas fixée, mais rêvée et imaginée » (voir l'introduction), met l'accent sur « un rêve ». Il s'agit du rêve échoué d'un empire corsaire sous contrôle ottoman, une sorte de gestation inaboutie d'une nouvelle Ifriqya après l'effondrement hafside. L'étude, cependant, ne présente aucun indice qui permettrait de définir la nature du lien envisagé entre ce territoire, - décrit parfois comme « une grande province maghrébine » et d'autres fois comme un ensemble de « républiques de la mer » -, et l'empire ottoman. En d'autres termes, les récits des combats et conquêtes des grands corsaires ottomans dont on nous affirme qu'ils « (possédaient) une vision politique du monde environnant et inscriv (ai) ent leurs projets dans le cadre du conflit turco-espagnol » (p. 130) ne nous permettent pas d'évaluer le degré d'autonomie dont ils avaient pu jouir par rapport à la puissance impériale. Et finalement, il est difficile de contourner le fait qu'Alger fut une *eyâlet* ottomane dès 1522, et que Khayriddîne Barberousse fut plus tard *kapudan pacha* de la flotte des sultans, c'est-à-dire qu'il fut un pilier de l'Etat ottoman.

Signalons cependant un détail intéressant : des tractations secrètes qui auraient eu lieu entre Khayriddîne et des émissaires de Charles Quint en 1540 (p. 108 - 109), - mais sur lesquels l'auteure ne fournit comme information que le texte, cité presque *in extenso*, d'une note contenue dans l'ouvrage « *Etudes kairouannaises* » de Monchicourt. Cette note, basée sur des documents d'archive espagnols énumère, sans plus, une liste de conditions posées des deux côtés. S'agissait-il d'une trahison de Khayriddîne ? ou servait-il plutôt d'intermédiaire secret pour les ottomans ? Dans tous les cas, ces tractations échouèrent.

Pour Dr. Blili, la communauté des Morisques enfuis d'Espagne pour échapper aux persécutions des rois catholiques aurait constitué « la cheville ouvrière » de l'empire corsaire projeté ou en formation (version avant la lettre d'un peuple sans terre pour une terre sans peuple ?). Pourtant, s'il est vrai que les ottomans encouragèrent, ou organisèrent, le déplacement de certaines communautés vers les nouveaux territoires conquis, il apparaît plus probable que la défense des musulmans et de l'islam, facteur essentiel légitimant les conquêtes ottomanes dans le monde islamique, fut la motivation essentielle de l'aide que les corsaires apportèrent aux Morisques, sur ordre du sultan. Dans la même optique, il est difficile de croire, comme l'affirme l'auteure, que, jusqu'à 1565, l'« empire ottoman ne (semblait) pas intéressé par le Maghreb » (p. 130).

Il y a également une autre observation qui, bien qu'elle s'applique à l'ensemble de l'ouvrage, comme nous le verrons, s'impose particulièrement à la lecture de cette première partie qui puise avant tout dans les chroniques pour ses nombreux récits de combats et de conquêtes. Ces chroniques se divisent en deux groupes : arabes et une turque (Sinan Chaouch sur la vie de Kayriddîne), et européennes. Les premières, dans l'introduction aussi bien que dans cette première partie, font l'objet de pointes critiques, d'ailleurs plausibles (« datant par rapport aux évènements relatés », « se compilant les unes sur les autres », « imprécis », ou « hagiographique », « erreur », pour l'œuvre de Sinan Chaouch, etc...). Pour les secondes, l'auteure signale, dans l'introduction, qu'elles ont « imposé une vision des faits largement imprégnés des représentations de leurs auteurs ». Il devrait en découler, logiquement, que l'étude dévoilerait les biais de cette vision, mais il n'en est pas ainsi. Bien au contraire, on constate que certains vocables ou expressions, utilisés par les sources chrétiennes et véhiculant cette vision, sont repris et insérés dans l'exposé historique de l'ouvrage. A la page 45, par exemple, on nous apprend que les membres de la milice chrétienne des sultans hafsidès portaient « le costume des maures, mais sans le chaperon » - terme employé, sans doute, par un voyageur chrétien pour parler du turban. A la page 78 et ailleurs, Istanbul est désignée par : Constantinople. Notons aussi l'emploi du mot *roi*, appliqué par les chroniques européennes aux corsaires qui furent nommés pachas d'Alger, ce qui suggère qu'ils jouissaient d'un pouvoir bien supérieur à celui normalement attaché à leur poste (même si le mot est mis une fois entre guillemets) (p. 56, 94, 146).

L'auteure fait même siennes certains jugements explicites de ces sources sur le contexte qu'elles décrivent, comme leurs invectives violentes contre les janissaires d'Alger, alors que l'on aurait pu rappeler qu'indiscipline et brutalité furent aussi la marque des armées mercenaires européennes. Elle observe que « ce point (l'appartenance des janissaires « à la lie de la population anatolienne ») justifie en partie la haine européenne » contre eux (p. 63) et donne en citation - non la fameuse diatribe de Salvago, datant du début du dix-septième siècle, sur ces janissaires, cette source ayant été utilisée par A. Raymond dans son « Tunis sous les Mouradites » -, mais un passage sans doute inspiré du premier et plein de la même verve méprisante, de la plume d'Eugène Plantet, historien du dix-neuvième siècle.

Notons cependant, à la page 156 (c'est-à-dire au début de la seconde partie de l'ouvrage), l'unique critique adressée par l'auteure au chroniqueur espagnol Haedo. Tout en reconnaissant à ce dernier d'être « toujours bien informé », il lui est reproché « son habitude de déformer les noms, de confondre fonctions et patronymes », dans un texte où il cite un groupe de trois notables hafsidés « quelque peu sortis de (son) imagination ». A y regarder de plus près, pourtant, on s'aperçoit que cette critique n'est pas dénuée d'une certaine mystification, puisque le lecteur, finalement, devra reconnaître que Haedo a été durement traité : lesdits noms n'ont été que légèrement déformés, surtout en comparaison avec l'usage de ces temps, et de plus, Ibn Abi Dinar confirme la version donnée par Haedo et l'existence, au moins, de l'un de ces personnages.

La seconde partie de l'ouvrage débute par un chapitre qui décrit les évènements militaires dont Tunis fut le centre de 1569 à 1574 : prise de la capitale hafside, placée alors sous la protection des troupes espagnoles, par le corsaire ottoman 'Ilj 'Ali en 1569, sa brève reconquête par don Juan d'Autriche en 1573, et enfin la campagne de Sinan Pacha qui en fit le centre d'une nouvelle province ottomane. Pour l'auteure, cependant, cette campagne ne représenterait encore qu'une « étape du projet caressé par les grands corsaires ». Est-ce pour cette raison qu'elle ne lui accorde qu'un texte de la longueur d'une page à peu près, égale à celle consacrée au récit de l'éphémère victoire de Don Juan à Tunis en 1573, sans lui faire, comme à cette dernière, l'honneur d'un sous-titre ?

A partir de là commence, sur dix chapitres, la double analyse de l'évolution politique et sociale de la province et de ses rapports avec l'empire jusqu'au milieu du dix-septième siècle. Le chapitre final de l'ouvrage, bien enlevé et percutant, récapitule les conclusions de cette

analyse ; mais qu'en est-il de la recherche et de l'argumentation qui la sous-tendent ? Le chapitre II couvre la période des débuts de la domination ottomane à Tunis, s'étendant de 1574 jusqu'à 1587 (cette dernière date aurait marqué l'échec définitif du rêve corsaire avec la division des trois provinces maghrébines en entités totalement distinctes par la puissance impériale). Dr. Blili y fait sien le jugement presque unanime formulé par les historiens tunisiens sur cette période, décrite comme marquée par les abus, les incuries et la désorganisation de la nouvelle administration et de son armée. L'auteure se base en particulier sur une source relativement récente, à savoir une sélection de la correspondance entre le gouvernement central ottoman et la province de cette période, traduite par Temimi, à laquelle s'ajoute une autre sélection de documents d'archives ottomans, traduite en arabe par Sameh et publiée de longue date. Ces sources témoignent bien du fait que cette époque fut marquée par des erreurs, abus et violences souvent caractéristiques des débuts de conquête, mais il est certain que l'on peut conférer à ces troubles une dimension apocalyptique si l'on se concentre systématiquement sur les lettres pleines d'un auguste courroux envoyées d'Istanbul en réaction à des rapports dénonçant des irrégularités et malversations. Et l'on remarquera également, pour contrebalancer la thèse implicite de l'impuissance du pouvoir impérial ottoman face à cette situation, que la fréquence et la densité de cette correspondance entre le centre et la province tunisienne attestent de la solidité du lien établi entre les deux, malgré une conjoncture très troublée.

Les deux chapitres suivants reprennent une autre thèse de l'historiographie traditionnelle sur les structures et assises du pouvoir dans la Tunisie ottomane, considérées, dès leur genèse, comme sans grand rapport avec les institutions du centre de l'empire. Le chapitre III, consacré au *jund* (milice turque) de Tunis, débute par la description du corps des janissaires des premiers temps de l'empire (recrutement par le système du *devchirmé* au sein des populations chrétiennes de Roumélie, rituels) - description dont la source n'est pas signalée par une note de référence. L'auteure affirme que ce corps militaire devint plus tard « un modèle dépravé que les soldats envoyés au Maghreb vont encore plus pervertir », insistant particulièrement à cet égard, à l'instar des sources chrétiennes de la période, sur le fait que les milices turques de cette région furent recrutées essentiellement parmi la population anatolienne. Il existe pourtant une vaste littérature ottomaniste qui, ayant dépassé, dans sa majorité, la dichotomie tranchée du paradigme « avant et pendant le déclin ottoman », décrit l'évolution constante de l'armée des sultans, les

variations qu'elle présentait selon les provinces, les sources de recrutement de plus en plus variées de leurs combattants et les efforts constants du gouvernement ottoman pour ajuster les méthodes d'administration de cette armée aux circonstances locales et aux conjonctures économiques.

Le chapitre IV, consacré aux « modes d'appropriation de la terre » dans la province tunisienne, se base également sur une approche comparative, principalement entre les provinces du Machrek, conquises au début du seizième siècle (1517) et celles du Maghreb. Pour l'auteure, l'administration ottomane aurait réussi à mettre en place le système ottoman d'allocation et d'attribution des terres en Egypte et en Syrie, mais aurait échoué dans cette tâche au Maghreb. L'auteure brosser au début un tableau du complexe système foncier ottoman, décrivant, entre autres, en particulier les différents types de *timar* dans l'empire (pour conclure qu'ils n'existaient pas dans la province tunisienne), qu'elle divise en : *al-khaç*, *al-ziamet* et *al-timar*. L'étrange emploi de l'article arabe « *al* » devant ces vocables ottomans peut s'expliquer par le fait que cet exposé n'est que la traduction, parfois résumée, d'un texte de l'historien irakien Bayyat (sans note s'y référant), reprenant sans doute quelque source ottomane. (Notons, en passant, que dans la section bibliographie, le titre de cet ouvrage, et d'autres ouvrages et articles en langue arabe, ont été traduits en français, plutôt que simplement transcrits en lettres latines).

Après un nouveau tableau de désorganisation, d'abus et d'injustices dans les trois provinces du Maghreb durant la décennie allant de 1587 à 1599 au chapitre V, l'étude se penche, au chapitre suivant, sur les rapports entre les dirigeants turcs et le saint Abou al-Ghaith al-Qashshâsh. On sait que les chefs de confréries musulmanes furent un élément non négligeable inclus dans les politiques pratiquées par la puissance impériale dans les provinces arabes, si bien qu'une approche comparative (qui n'a pas été tentée, cette fois-ci) aurait peut-être permis de mieux cerner la nature et les motivations des rapports fluctuants entre le saint et les turcs à Tunis, voire de mieux évaluer la mesure de l'influence de l'élément maraboutique dans la province, souvent évoqué dans cet ouvrage. Notons en tout cas que la zâwiya d'Abul-Ghayth, qui avait accumulé d'imposantes richesses en un temps très court, fut confiée, à la mort de ce dernier, à son gendre al-Bakri, appartenant au corps des 'ulama orthodoxes, et connut peu après un déclin irréversible et aussi rapide.

Le chapitre VII traite d'une nouvelle composante de la formation sociale de la province, à savoir les renégats, et de leur rôle crucial dans la course, qui connut un essor particulier sous Othman Dey et ses successeurs dès le début du dix-septième siècle. L'analyse qui y est présentée de la course, examinée essentiellement à travers le prisme de la relation du capitaine Foucques, dont quatre pages sont reproduites *in extenso*, met en exergue des filières mafieuses s'étendant vers l'Europe auxquelles l'auteure ajoute une autre filière s'étendant jusqu'à Istanbul. Aucune mention des études qui analysent la notion d'échange dans la course.

Enfin, les trois derniers chapitres de l'étude avant la conclusion portent sur les grandes maisons édifiées par les dignitaires ottomans par le biais d'alliances matrimoniales bien étudiées, en particulier avec la société locale et les renégats. Dr. Blili parle de stratégies pour la transmission des charges, sans les définir. Rappelons à ce sujet que les stratégies de pouvoir et d'alliances matrimoniales des grandes maisons furent un élément essentiel des politiques ottomanes dans toutes les provinces de l'empire. Dans le cas de l'Egypte, les études de Jane Hathaway révèlent entre autres, le rapport entre les grandes maisons de cette province et celles d'Istanbul.¹

Dans l'exposé et l'argumentation de Dr. Blili, on note parfois une reformulation des données fournies par les sources qui ne leur est pas toujours fidèle, ou qui leur imprime une légère entorse par le recours à des effets de style. Le texte consacré à la carrière du premier pacha de Tunis, Haydar, en donne une illustration. L'affirmation, par exemple, que Haydar « battit même une monnaie qui porte son nom » lors des années où il fut pacha à Kairouan (p. 176 – 177), sans plus de précision, pourrait faire imaginer au lecteur qu'il battit monnaie en son nom, alors que la monnaie appelée *haïdari*, comme le montre Monchicourt, frappée durant la période indiquée, portait le nom du sultan régnant. L'auteure affirme également (p. 188) que ce même Haydar « voulait se tailler un grand territoire englobant le sud (...) pour contrôler les routes commerciales entre Tripoli et l'Egypte », - formulation qui passe sous silence les interventions du gouvernement impérial dans les opérations de redécoupage des provinces de Tunis et Tripoli durant cette période et qui est attestée par les sources évoquées. Enfin, elle fait peser sur le même Haydar la suspicion du meurtre de Abou Tayyeb al-Khadhdhar, dont la

¹ A signaler également, paru tout dernièrement, l'ouvrage d'Amy Aisen KALLANDER : *Women, Gender and the Palace Households in Ottoman Tunisia*, dont le premier chapitre porte en partie sur les alliances matrimoniales des deys et des beys au dix-septième siècle.

montée en puissance aurait frustré ses ambitions, en y ajoutant des soupçons de malversations, sans que sa narration ne fournisse d'indices les corroborant (p. 180 - 184).

Enfin, l'auteure émet parfois des jugements ou observations qui contreviennent au devoir de modération d'un historien et qui, s'ajoutant à ce qui a été noté pour la première partie, apportent la touche finale à ce qui ressemble fort, dans cet ouvrage, à une entreprise de réhabilitation de l'esprit de la littérature coloniale. A la page 209, elle parle de «... l'ignominie, (...) cruauté, (...) cupidité et (...) dissolution des mœurs des soldats turcs au Maghreb ». A la page 216, le système jurisprudentiel élaboré pour l'affirmation du droit de propriété sur la terre revenant au sultan, en sa qualité de représentant de Dieu, se réduit à l'affirmation que ce dernier « (considérait) que les terres (de l'empire) étaient sa propriété ». Et, à la page 266, parlant des Morisque restés sur la péninsule ibérique, elle remarque que « l'Espagne (...) ne pouvait pas garder sur son sol un million d'ennemis prêts à conspirer contre elle ».

Un dernier point sur le nombre regrettable de confusions, erreurs et anomalies dans la terminologie et la transcription, relevées dans cet ouvrage. Signalons, par exemple, le traitement cavalier réservé aux noms propres (outre le fait que très souvent, ils débutent par une minuscule, par ex. : les *chabbia*, ou : la mer noire) : p. 97, le prénom *amat al-'azîz* (servante de Dieu) est transformé en : *oum al 'azîz* (la mère du Tout-Puissant) ; p. 139, le nom de Rostom Pacha (grand vizir ottoman du seizième siècle) est transformé en Roustan Pacha, à l'instar du célèbre mamelouk de Bonaparte ; p. 311, Levie, ville corse, est transformée en Lévy. Au sein de l'institution militaire, p. 200 et ailleurs, l'auteure, pour désigner les combattants anatoliens recrutés pour le Maghreb, emploie, au lieu de *sekban* (qui était la dénomination employée dans l'empire ottoman et que fournissent d'ailleurs certaines sources consultées pour le chapitre en question) le mot *sebkhân* (s'agirait-il d'une version écorchée du vocabulaire ottoman, extraite de quelque source européenne, non citée ?). Notons l'étrange orthographe de « spaïs », p. 30 et ailleurs, adoptée à la place de *sipahi* (cavalier ottoman), et, p. 174, la confusion entre *oujak* (signifiant : régiment) et *sanjak* (district administratif). Signalons encore une phrase sur les *derviches bektachis* qui « partageaient (avec les janissaires) le pain, le vin et le fromage », (p. 197) - aberration due, sans doute, à l'amputation d'une section de phrase sur les moines-soldats de l'Europe médiévale -, et, enfin (p. 126), l'aimable divertissement d'un « traité de Gâteau-Cambrésis »...